

Chapitre II

Effets du blanchiment de capitaux sur le développement

A. Les effets négatifs pour les pays en développement

1. Criminalité et corruption accrues
2. Réputation entachée et conséquences internationales
3. Institutions financières affaiblies
4. Économie et secteur privé compromis
5. Efforts de privatisation compromis

B. Les avantages d'un dispositif de LBC/LFT efficace

1. Lutte contre le crime et la corruption
2. Renforcement de la stabilité des institutions financières
3. Stimulation du développement économique

Les activités criminelles et les opérations de financement du terrorisme réussissent en grande partie dans la mesure où elles peuvent épurer et cacher leurs produits en les transférant via des systèmes financiers nationaux et internationaux. Un programme de lutte contre le blanchiment d'argent laxiste ou corrompu ou l'absence d'un tel programme dans un pays donné laisse le champ libre aux criminels et à ceux qui financent le terrorisme, leur permettant d'utiliser leurs gains financiers pour étendre leurs activités criminelles et d'encourager des activités illégales telles que la corruption, le trafic de stupéfiants, la traite et l'exploitation d'êtres humains, le trafic d'armes, la contrebande et le terrorisme.

Si le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme peuvent se produire dans n'importe quel pays, ils ont des conséquences économiques et sociales particulièrement importantes pour les pays en développement car ces marchés ont tendance à être petits et sont, dès lors, plus vulnérables aux

influences criminelles ou terroristes. Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ont également des conséquences économiques et sociales importantes pour les pays dotés de systèmes financiers fragiles car ils sont eux aussi vulnérables à ce type d'influences. L'économie, la société et en fin de compte la sécurité des pays utilisés comme plates-formes pour le blanchiment de capitaux sont toutes menacées¹. L'ampleur de ces effets négatifs est toutefois difficile à établir étant donné qu'ils ne peuvent être mesurés avec précision, ni de manière générale ni pour un pays en particulier.

Par ailleurs, un dispositif efficace de lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) et de lutte contre le financement du terrorisme (LFT) présente de nombreux avantages pour un pays, tant au niveau national qu'international. Ces avantages sont, entre autres, un faible niveau de criminalité et de corruption, une plus grande stabilité des institutions financières et des marchés, un effet positif sur le développement économique et la réputation au sein de la communauté mondiale, de meilleures techniques de gestion des risques pour les institutions financières et une plus grande intégrité du marché.

A. Les effets négatifs pour les pays en développement

1. Criminalité et corruption accrues

Un blanchiment de capitaux réussi contribue à rendre les activités criminelles rentables. Ainsi, si un pays est considéré comme un havre pour le blanchiment de capitaux, il est susceptible d'attirer les criminels et d'encourager la corruption. Les havres de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ont :

- un dispositif de LBC/LFT faible ;
- certains ou de nombreux types d'institutions financières qui ne sont pas couvertes par le dispositif de LBC/LFT ;

1. Pour un examen détaillé des effets économiques négatifs du blanchiment de capitaux, voir Brent L. Bartlett, « Negative effects of Money Laundering on Economic Development » (un rapport de recherche économique préparé pour la Banque asiatique de développement, juin 2002). Voir également John McDowell et Gary Novis, « Economic Perspectives », Département d'État des États-Unis, mai 2001.

- une application faible, réduite ou sélective de la LBC/LFT ;
- des sanctions inefficaces, y compris des dispositions de confiscation complexes ; et
- un nombre limité d'infractions de blanchiment de capitaux.

Si le blanchiment de capitaux prévaut dans un pays, il génère davantage de criminalité et de corruption. Il renforce également l'utilisation de la corruption dans des secteurs critiques tels que :

- les employés et les responsables des institutions financières,
- les avocats et les comptables,
- le pouvoir législatif,
- les agences chargées de l'application,
- les autorités de contrôle,
- la police,
- les procureurs et
- les tribunaux.

Un dispositif de LBC/LFT complet et efficace, combiné à une application effective et opportune, limite les aspects rentables de l'activité criminelle et dissuade en fait les criminels et les terroristes d'utiliser un pays. Cela vaut particulièrement lorsque les produits des activités criminelles sont confisqués de manière énergique et perdus à cause du dispositif de LBC/LFT d'un pays.

2 Réputation entachée et conséquences internationales

Une réputation de havre pour le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme peut à elle seule avoir d'énormes répercussions sur le développement d'un pays. Les institutions financières étrangères peuvent décider de limiter leurs transactions avec les institutions de ce pays, d'examiner plus attentivement ces transactions, de les rendre plus onéreuses ou de mettre un terme aux relations de prêt ou de correspondant. Même des entreprises légitimes de ce pays peuvent voir leur accès aux marchés mondiaux limité ou rendu plus onéreux du fait d'un examen plus approfondi de leur système de contrôle, d'organisation et de propriété.

Tous les pays savent qu'une application laxiste de la LBC/LFT est moins susceptible d'attirer les investissements privés étrangers. Pour les pays en développement, l'éligibilité à une aide gouvernementale étrangère peut également être fortement limitée.

Enfin, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) dispose d'une liste des pays qui ne répondent pas aux exigences de la LBC ou qui ne coopèrent pas suffisamment dans ce domaine. Le fait de figurer sur cette liste, connue sous le nom de liste des « pays et territoires non coopératifs » (PTNC)², rend public le fait que ce pays ne dispose même pas des normes minimales. Au-delà des effets négatifs mentionnés ici, les pays membres du GAFI doivent également prendre des contre-mesures spécifiques à l'encontre d'un pays qui ne fait pas en sorte de pallier ses lacunes en matière de LBC/LFT³.

3. Institutions financières affaiblies

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme peuvent nuire de plusieurs manières différentes à la santé du secteur financier d'un pays ainsi qu'à la stabilité d'institutions financières individuelles. La discussion qui suit se concentre sur les institutions bancaires mais les mêmes conséquences peuvent s'appliquer à d'autres types d'institutions financières, comme les sociétés d'investissement, les compagnies d'assurance et les entreprises de gestion de placements. Les conséquences négatives généralement décrites comme le risque opérationnel, le risque juridique, le risque de concentration et le risque d'atteinte à la réputation sont interdépendantes. Chacune d'entre elles a des coûts spécifiques :

- perte d'une affaire rentable,
- problème de liquidité du fait du retrait de fonds,
- cessation des installations bancaires correspondantes,
- frais d'enquête et amendes,
- saisie d'actifs,

2. Voir Chapitre III, GAFI, La liste des PTNC.

3. *Id.*

- perte sur prêts et
- déclin de la valeur des actions des institutions financières⁴.

Le risque d'atteinte à la réputation est l'éventualité qu'une publicité défavorable, justifiée ou non, concernant les pratiques et connexions d'une banque n'entraîne une perte de confiance dans l'intégrité de l'établissement⁵. Les clients, tant les emprunteurs que les déposants, ainsi que les investisseurs, cessent de faire des affaires avec une institution dont la réputation a été entachée par des soupçons ou des allégations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme⁶. La perte d'emprunteurs de grande qualité limite les prêts rentables et augmente le risque du portefeuille de prêts dans son ensemble. Les déposants peuvent également retirer leur argent, réduisant ainsi une source de financement pour la banque.

Par ailleurs, les fonds placés en dépôt dans une banque par des blanchisseurs de capitaux ne sont pas fiables en tant que source de financement stable. De grandes quantités de capitaux blanchis font souvent l'objet d'un retrait inattendu d'une institution financière par le biais de virements électroniques ou d'autres virements, provoquant des problèmes de liquidité potentiels.

Le risque opérationnel est le risque de pertes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable à des procédures, personnes, systèmes internes ou à des événements extérieurs⁷. Comme nous l'avons dit précédemment, de telles pertes se produisent en cas de changement (augmentation, diminution ou suppression) dans le prix que paient les institutions pour des services bancaires correspondants ou des services interbancaires. De telles pertes peuvent également se produire à cause de l'augmentation des frais d'emprunt ou de financement.

Le risque juridique est la possibilité que des procès, des jugements défavorables, l'impossibilité d'exécution de contrats, des amendes ou des sanctions entraînent des pertes, des dépenses accrues pour une institution ou même la fermeture de cette institution⁸. Le blanchiment de capitaux implique

4. Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, Devoir de diligence des banques au sujet de la clientèle (octobre 2001), paragraphes 8-17, www.bis.org/publ/bcbs85f.pdf.

5. *Id.*, paragraphe 11.

6. *Id.*, paragraphe 11.

7. *Id.*, paragraphe 12.

8. *Id.*, paragraphe 13.

des criminels dans quasiment tous les aspects du processus de blanchiment d'argent. Par conséquent, les clients légitimes peuvent également être victimes d'un délit financier, perdre de l'argent et poursuivre l'institution afin d'être remboursés. Il peut y avoir des enquêtes, par des autorités bancaires ou d'autres autorités chargées de l'application de la loi, entraînant des dépenses accrues ainsi que des amendes et d'autres sanctions. De même, l'exécution de certains contrats peut être rendue impossible à cause d'une fraude du client.

Le risque de concentration est le potentiel de perte résultant d'une trop grande exposition de crédit ou de prêt envers un emprunteur⁹. Des dispositions légales ou des réglementations limitent généralement l'exposition d'une banque envers des emprunteurs individuels ou des groupes d'emprunteurs liés. Le manque d'information sur un client particulier, sur les affaires du client ou sur sa relation avec d'autres emprunteurs peut mettre la banque dans une position de risque à ce sujet. Cela est particulièrement inquiétant lorsqu'il y a des contreparties liées, des emprunteurs liés ou une source commune de revenus ou d'actifs pour le remboursement. Les pertes sur prêt résultent également, bien sûr, de l'impossibilité d'exécution de contrats ainsi que de contrats passés avec des personnes fictives.

Les banques et les titulaires de compte sont protégés lorsqu'il y a des programmes de diligence applicable à la clientèle¹⁰. L'identification du titulaire bénéficiaire d'un compte est essentielle à un dispositif de LBC/LFT efficace. De telles procédures d'identification protègent contre les relations commerciales avec des personnes ou des sociétés fictives n'ayant pas d'actifs importants, comme des sociétés-écrans, ainsi qu'avec des criminels ou des terroristes notoires. Les programmes de diligence aident également l'institution financière à comprendre la nature des intérêts commerciaux du client et les questions financières sous-jacentes.

4. Économie et secteur privé compromis

Les blanchisseurs de capitaux sont connus pour utiliser des « sociétés-écrans », autrement dit, des entreprises qui semblent légitimes et qui ont des affaires légitimes mais qui sont en réalité contrôlées par des criminels.

9. *Id.*, paragraphe 14.

10. Voir chapitre VI, Devoir de diligence au sujet de la clientèle et identification des clients.

Ces sociétés-écrans amalgament les fonds illicites avec les fonds légitimes afin de dissimuler les gains mal acquis. L'accès des sociétés-écrans à des fonds illicites leur permet de financer leurs produits et services, même à des prix inférieurs à ceux du marché. En conséquence, les entreprises légitimes éprouvent des difficultés à concurrencer ce type de sociétés, dont le seul objectif est de protéger et de préserver les fonds illicites et non de réaliser un bénéfice.

En utilisant ce type de sociétés et d'autres investissements dans des entreprises honnêtes, les produits du blanchiment de capitaux peuvent être utilisés pour contrôler des industries ou des secteurs entiers de l'économie de certains pays. Cela augmente le potentiel d'instabilité économique et monétaire du fait de la mauvaise allocation des ressources découlant de distorsions artificielles dans le prix des produits et des actifs¹¹. Cela fournit également un véhicule pour éviter la taxation, privant ainsi le pays de revenus.

5. Efforts de privatisation compromis

Les blanchisseurs de capitaux menacent les efforts de nombreux pays qui cherchent à réformer leur économie par la privatisation¹². Ces organisations criminelles sont capables de surenchérir sur des acheteurs honnêtes d'anciennes entreprises publiques. Lorsque les produits illicites sont investis de cette manière, les criminels augmentent leur potentiel de plus grande corruption et de plus grande activité criminelle et privent le pays de ce qui devrait être une entreprise honnête, basée sur le marché et payant les taxes.

B. Les avantages d'un dispositif de LBC/LFT efficace

1. Lutte contre le crime et la corruption

Un cadre institutionnel fort de LBC/LFT contribue à lutter contre la criminalité et la corruption. Si le blanchiment de capitaux devient une

11. John McDowell et Gary Novis, « Economic Perspectives », Département d'État américain, mai 2001.

12. *Id.*

infraction, cela permet de poursuivre les criminels, à la fois ceux qui ont commis des actes criminels et ceux qui les aident en blanchissant des fonds ayant une origine illégale. De même, une structure de LBC/LFT efficace donne peu de possibilités aux criminels de soudoyer ou corrompre des responsables publics.

Un dispositif de LBC efficace dissuade les activités criminelles en soi. Il complique la tâche des criminels de tirer profit de leurs actes. À ce sujet, la confiscation et la perte des produits du blanchiment de capitaux sont essentielles au succès de tout programme de LBC. La perte supprime certains avantages, réduisant ainsi l'attrait que présente des actes criminels. Ainsi, il va sans dire que plus les infractions de blanchiment de capitaux sont de grande envergure, plus les résultats potentiels des poursuites engagées sont élevés.

2. Renforcement de la stabilité des institutions financières

La confiance du public dans les institutions financières, et par conséquent la stabilité de celles-ci, est renforcée par des pratiques bancaires saines qui réduisent les risques financiers dans leurs opérations. Ces risques englobent la possibilité que des personnes ou des institutions financières subissent des pertes suite à une fraude découlant d'une activité criminelle directe, de contrôles internes laxistes ou d'une violation des lois et règlements.

Les procédures de diligence au sujet de la clientèle et d'identification des clients, également connues sous le nom de principes KYC (« know-your-customer ») font partie d'un dispositif de LBC/LFT efficace. Non seulement ces principes sont en accord avec une gestion saine et sûre des banques et autres types d'institutions financières mais ils améliorent aussi cette gestion. Ces politiques et procédures constituent un outil efficace de gestion des risques. Par exemple, lorsqu'une personne ou une société détient plusieurs entreprises qui semblent être des entités séparées et que l'institution financière est pleinement informée des opérations de ce client par le biais des procédures KYC, cette institution peut limiter les risques qu'elle prend par rapport à cet emprunteur et, par conséquent, les risques liés aux prêts. Étant donné les avantages que présentent les procédures KYC en matière de gestion des risques, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire intègre une politique

KYC dans ses Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace, pour des raisons de LBC et autres¹³.

En plus de gagner la confiance du public, un dispositif de LBC/LFT efficace réduit la possibilité que l'institution subisse des pertes à cause d'une fraude. Des procédures adéquates d'identification des clients et du titulaire bénéficiaire constituent la procédure de diligence pour des comptes à plus haut risque et permettent de contrôler les activités suspectes. De tels contrôles prudentiels internes sont en accord avec une gestion saine et sûre d'une institution bancaire.

3. Stimulation du développement économique

Le blanchiment de capitaux a un effet négatif direct sur la croissance économique car il détourne des ressources vers des activités moins productives. Des fonds illégaux blanchis suivent un chemin dans l'économie qui est différent de celui des fonds légaux. Plutôt que d'être placés dans des activités productives pour un investissement ultérieur, les fonds blanchis sont souvent placés dans des investissements « stériles » afin de conserver leur valeur ou les rendre plus facilement transférables. Ces investissements sont, entre autres, les biens immobiliers, les objets d'art, les bijoux, les antiquités ou les produits de consommation de grande valeur comme les automobiles de luxe. De tels investissements ne créent pas de rendement supplémentaire pour l'économie dans son ensemble.

Pire encore, les organisations criminelles peuvent transformer une entreprise productive en investissements stériles en les exploitant dans le but principal de blanchir des produits illégaux et non comme une entreprise génératrice de profits. Une telle entreprise ne répond pas à la demande des consommateurs ou à d'autres utilisations productives et honnêtes du capital. Le fait que les ressources d'un pays soient allouées à des investissements stériles, par rapport à des investissements qui poursuivent des objectifs productifs, réduit en fin de compte le rendement de l'économie globale.

13. Voir les Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace, Principe 15, Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, www.usinfo.state.gov/journals/ites/0898/tjef/frfaf2.htm.

Des dispositifs de LBC/LFT forts dissuadent la participation des criminels à l'économie. Cela permet aux investissements d'être réalisés dans des objectifs productifs qui répondent aux besoins des consommateurs et contribuent au rendement de l'économie dans son ensemble.